

REQUÊTES DE CONSULTATION PUBLIQUE OU DE MÉDIATION

Nom du projet : Implantation d'une ferme aquacole terrestre en recirculation intensive
dans la municipalité régionale de comté de Pontiac

COTE	REQUÉRANT
PR8.4.1	Municipalité de Portage-du-Fort
PR8.4.2	Jordan Evans, mairesse et citoyenne
PR8.4.3	Amy Taylor, citoyenne
PR8.4.4	Cathy Fox et Clifford Welsh, citoyens Sher Moscaliuk et Don Armitage, citoyens Sylvia Poetschke, citoyenne
PR8.4.5	Linda Davis, citoyenne

28 juillet 2026

Kouadio Koffi, analyste (pour Mélina Langevin, chargé de projet)

La municipalité de Portage-du-Fort demande au ministre responsable de l'Environnement la tenue d'un examen public par le BAPE du *Projet d'implantation d'une ferme aquacole terrestre en recirculation intensive dans la MRC de Pontiac par Samonix*.

Motifs et intérêt:

Cerner les répercussions - à long terme ou en période d'arrêt imprévu- des rejets (salins ou autres) du projet dans la rivière des Outaouais.

Impact environnemental direct et à long terme de ces rejets pour la flore et la faune riveraines et les espèces dans la rivière?

Impact pour une petite municipalité a quelques kilomètres en aval qui puise son eau potable directement de la rivière?

Que les gens avec l' expertise en traitement des eaux du projet soient responsables de prendre en charge et mettre à jour le système de traitement d' eau actuel (déjà fragile) de la municipalité pour qu' elle soit mieux protégée et prête à répondre à une augmentation potentielle de la demande en eau potable pour soutenir un afflux d'employés résidents.

Bonjour,

Pour information et suivi approprié au besoin.

Merci



Bureau de la ministre

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Édifice Marie Guyart, 30e étage

675, boulevard René Lévesque Est

Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone 418 521 3911

Courriel ministre@environnement.gouv.qc.ca

De : Jordan Evans [REDACTED]

Envoyé : 25 juin 2026 13:45

À : Ministre MELCCFP <ministre@environnement.gouv.qc.ca>

Objet : Demande d'examen public – Projet de ferme salmonicole terrestre Samonix

Vous n'obtenez pas souvent d'e-mail à partir de [REDACTED] [Pourquoi c'est important](#)

Attention! Ce courriel provient d'une source externe.

Madame, Monsieur,

Par la présente, je souhaite demander la tenue d'un examen public par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) concernant le projet de ferme salmonicole terrestre Samonix proposé dans la région du Pontiac.

Je présente cette demande à la fois à titre de mairesse de la municipalité de Waltham et comme professionnelle de l'environnement. Au cours de ma carrière, j'ai participé à l'évaluation environnementale, à la délivrance de permis et à la fermeture de grands projets miniers. Cette expérience m'a appris que les projets complexes sont souvent améliorés par un examen technique indépendant, une participation publique transparente et une consultation significative des communautés autochtones.

Je tiens à préciser que ma demande ne découle pas d'une opposition au projet. Au contraire, je suis généralement favorable aux projets de développement économique innovants susceptibles d'apporter des retombées positives à notre région.

À ce jour, ma connaissance du projet se limite essentiellement à une brève présentation faite aux élus lors d'une séance plénière de la MRC de Pontiac. Je n'ai eu l'occasion de poser qu'une seule question et je n'ai pas eu le temps d'examiner les études techniques ou la documentation du projet en profondeur.

Compte tenu de la complexité du projet et de son caractère novateur pour la région, je ne crois pas qu'il soit raisonnable de tirer une conclusion définitive sans un examen public plus approfondi.

J'ai également constaté que plusieurs citoyens ont soulevé des questions concernant le projet. Je ne suis pas en mesure de me prononcer sur le bien-fondé de ces préoccupations, mais leur existence me porte à croire qu'un examen public indépendant permettrait aux citoyens, aux municipalités, aux communautés autochtones et au promoteur de bénéficier d'un processus transparent fondé sur les données scientifiques et l'expertise technique.

À mon avis, un examen public permettrait notamment de mieux comprendre :

- les risques potentiels et les mesures d'atténuation proposées;
- les effets possibles sur les écosystèmes aquatiques et le bassin versant de la rivière des Outaouais;
- les programmes de suivi environnemental prévus;
- les mesures d'urgence et les plans d'intervention;
- la prise en compte des connaissances et des préoccupations des communautés autochtones concernées;
- ainsi que les retombées économiques et environnementales du projet.

Je crois qu'un examen du BAPE contribuerait à renforcer la confiance du public envers le processus décisionnel, quelle que soit la décision finale concernant le projet.

Enfin, je souhaite attirer votre attention sur le fait que plusieurs municipalités du Pontiac, dont Waltham, comptent une population majoritairement anglophone. Advenant la tenue d'un examen public dans la région, je demande respectueusement que des mesures soient prévues afin de permettre une participation significative en anglais, notamment par la possibilité de présenter des mémoires et de participer aux audiences dans cette langue lorsque cela est nécessaire.

Je vous remercie de l'attention portée à cette demande.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Jordan Evans, agr.
Biologiste enregistrée #4956 (Québec)
Mairesse 819-665-3907
Municipalité de Waltham



Cc : Émond, Marie-Hélène <marie-helene.emond@environnement.gouv.qc.ca>

Objet : TR: SCW-1347351_TR : Request for a public examination

Bonjour,

Pour suivi approprié s'il vous plait. La correspondance a été ajoutée au dossier SCW-1347351.

Merci!

De : Ministre MELCCFP <ministre@environnement.gouv.qc.ca>

Envoyé : 1 juillet 2026 09:43

À : Réception 30e - MELCCFP <reception.30e@environnement.gouv.qc.ca>

Cc : Émond, Marie-Hélène <marie-helene.emond@environnement.gouv.qc.ca>

Objet : SCW-1347351_TR : Request for a public examination

Bonjour,

Pour information et suivi approprié au besoin.

Merci



Bureau de la ministre

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Édifice Marie-Guyart, 30e étage

675, boulevard René-Lévesque Est

Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone : 418 521-3911

Courriel : ministre@environnement.gouv.qc.ca

De : Pontiac Independent [REDACTED]

Envoyé : 26 juin 2026 13:12

À : Ministre MELCCFP <ministre@environnement.gouv.qc.ca>

Objet : Request for a public examination

Vous n'obtenez pas souvent d'e-mail à partir de [REDACTED] [Pourquoi c'est important](#)

Attention! Ce courriel provient d'une source externe.

Cabinet du ministre

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Édifice Marie-Guyart

675, boul. René-Lévesque Est, 30e étage

Québec (Québec) G1R 5V7

Courtesy Translation:

Le 26 juin 2026

Monsieur le Ministre,

Je tiens tout d'abord à vous remercier de donner au public l'occasion de participer à cet important processus d'examen environnemental.

Je souhaite également préciser que je sou mets la présente lettre en français afin d'en faciliter l'examen par le Ministère. Comme elle a été rédigée initialement en anglais, j'ai également joint la version anglaise afin de m'assurer que mes intentions et mon propos soient transmis avec exactitude.

Je vous écris pour demander respectueusement que le projet aquacole Samonix proposé dans la MRC de Pontiac (Implantation d'une ferme aquacole terrestre en recirculation intensive dans la municipalité régionale de comté de Pontiac) soit soumis au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour un examen public approfondi.

En tant qu'anglophone algonquaine résidant dans la région de la MRC de Pontiac, la Kitchi Sibi (rivière des Outaouais) n'est pas seulement une ressource environnementale commune, mais aussi un cours d'eau qui revêt pour moi une importance personnelle, familiale et culturelle. Je tiens à souligner cet aspect pour expliquer mon intérêt à ce que les impacts potentiels du projet sur l'environnement, la société et les infrastructures à long terme soient examinés de manière ouverte, rigoureuse et indépendante.

Bien que les promoteurs du projet aient fourni une documentation exhaustive et répondu à de nombreuses questions lors de la séance d'information publique du 4 juin, je crains que des questions importantes n'aient pas encore reçu de réponses complètes. Une grande partie de l'évaluation environnementale du projet repose sur des modèles prédictifs et des hypothèses qui ne seront vérifiés qu'après la mise en service des installations, par le biais de programmes de surveillance.

Par exemple, la documentation du projet ne semble pas fournir un inventaire public complet de tous les produits chimiques, produits de traitement, désinfectants, agents de nettoyage, produits de santé pour poissons ou autres substances susceptibles de se retrouver dans le flux des eaux usées. Bien que les documents traitent des chlorures, de l'azote, du phosphore, des matières en suspension et des procédés de traitement, ils n'identifient pas clairement chaque substance pouvant être rejetée, les quantités prévues, ni les concentrations susceptibles de demeurer dans l'effluent final.

La documentation conclut également que l'effluent traité sera rapidement dilué une fois rejeté dans la Kitchi Sibi (rivière des Outaouais). Bien que cela puisse s'avérer exact, j'estime que les hypothèses qui sous-tendent ces conclusions méritent un examen public attentif. Une étude réalisée en 2015 par Lalonde, Ernst et Garron, intitulée *Chemical and Physical Characterisation of Effluents from Land-Based Fish Farms in Atlantic Canada*, a détecté certains constituants des eaux usées bien au-delà de la zone de rejet immédiate. Cela soulève des questions légitimes quant à la manière dont la surveillance à long terme sera effectuée, à la question de savoir si les effets écologiques à l'extérieur de la zone de mélange prévue seront évalués, et à la façon dont les impacts cumulatifs seront analysés tout au long de la durée de vie du projet.

Je suis également préoccupée par le fait que bon nombre des conclusions du projet reposent sur des conditions de modélisation en situation d'exploitation normale. Des questions subsistent quant aux impacts potentiels en cas de défaillance de l'équipement, de dysfonctionnement du système de traitement, d'éclosion de maladies, de pannes d'électricité prolongées, de rejets accidentels ou d'autres événements imprévus. Je n'ai pas trouvé d'explications publiques détaillées concernant les mesures d'urgence en cas de défaillance du traitement des eaux usées, en cas de besoin de traitement médical pour les poissons, ou si les ententes pour le transport et le traitement hors site des boues et autres déchets organiques devenaient indisponibles.

Étant donné que l'installation devrait fonctionner pendant des décennies, je crois qu'un examen supplémentaire est justifié concernant les effets potentiels à long terme de la charge en nutriments, des chlorures et d'autres constituants des eaux usées sur les écosystèmes aquatiques, les sédiments, les poissons, les moules d'eau douce, les espèces en péril et les communautés en aval.

Le projet note que la prise d'eau potable municipale de Portage-du-Fort est située à environ cinq kilomètres en aval du point de rejet proposé. Je m'interroge également sur le point de savoir si toutes les municipalités en aval, tant au Québec qu'en Ontario, qui dépendent de la rivière des Outaouais, ont été pleinement informées et consultées concernant le rejet proposé.

Outre les considérations environnementales, je crois que le projet soulève des questions importantes concernant la capacité des infrastructures et la résilience de la communauté. L'installation proposée nécessitera un approvisionnement continu et substantiel en électricité pour maintenir les systèmes de survie des poissons. La région du Pontiac a subi des pannes d'électricité répétées et prolongées, et fait face à des préoccupations existantes concernant la capacité du réseau. Bien qu'Hydro-Québec ait indiqué des mises à niveau futures planifiées dans la région, compte tenu de la dépendance de l'installation à un service électrique ininterrompu, j'estime que la suffisance et la fiabilité des infrastructures électriques régionales méritent un examen public attentif, parallèlement à l'évaluation environnementale.

Je tiens à souligner que ma demande ne doit pas être interprétée comme une opposition au projet lui-même. J'estime plutôt qu'un projet de cette envergure, situé aux abords de la Kitchi Sibi (rivière des Outaouais) et destiné à être exploité pendant de nombreuses décennies, justifie le plus haut niveau d'examen public. Un examen public complet et indépendant permettrait d'étudier pleinement les impacts potentiels du projet sur l'environnement, la société et les infrastructures, de répondre aux questions en suspens et de veiller à ce que toute décision finale repose sur l'information la plus complète et la plus transparente possible.

Pour ces raisons, je suggère respectueusement que le projet bénéficie d'un examen public complet dans le cadre du processus du BAPE. Un tel examen permettrait aux experts indépendants, aux organismes gouvernementaux, aux communautés autochtones, aux municipalités et aux citoyens d'examiner plus en détail ces questions en suspens et de s'assurer que toute décision repose sur l'information la plus complète possible.

Je vous remercie de votre temps et de l'attention que vous porterez à ma demande. Je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée de participer à cet important processus d'évaluation environnementale et je vous prie respectueusement de bien vouloir tenir compte de ces préoccupations lorsqu'il s'agira de déterminer si le projet proposé devrait faire l'objet d'une consultation publique par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Cordialement,

Amy Taylor


Original Text:

26 June 2026

Dear Minister,

First, I would like to thank you for providing the public with the opportunity to participate in this important environmental review process.

I would also like to clarify that I am submitting this letter in French to facilitate its review by the Ministry. As it was originally written in English, I have also enclosed the English version to ensure that my intention and meaning are accurately conveyed.

I am writing to respectfully request that the proposed Samonix aquaculture project in the MRC Pontiac (*Implantation d'une ferme aquacole terrestre en recirculation intensive dans la municipalité régionale de comté de Pontiac*) be referred to the Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) for further public review.

I am an Algonquin Anglophone living in the MRC Pontiac region. The Kitchi Sibi (Ottawa River) is not only a shared environmental resource but also a waterway with personal, family, and cultural significance to me. I respectfully raise this to explain my interest in ensuring that the project's potential long-term environmental, social, and infrastructure impacts are examined openly, carefully, and independently.

While the project proponents have provided extensive documentation and responded to many questions during the June 4 public information session, I remain concerned that important questions have not yet been fully answered. Much of the project's environmental assessment relies on predictive modelling and assumptions that will only be verified after the facility is operational through monitoring programs.

For example, the project documentation does not appear to provide a complete public inventory of all chemicals, treatment products, disinfectants, cleaning agents, fish health products, or other substances that may ultimately enter the wastewater stream. Although the documents discuss chlorides, nitrogen, phosphorus, suspended solids, and treatment processes, they do not clearly identify every substance that may be discharged, the quantities expected to be used, or the concentrations that may remain in the final effluent.

The documentation also concludes that the treated effluent will be rapidly diluted once discharged into the Kitchi Sibi (Ottawa River). While this may prove to be the case, I believe the assumptions underlying these conclusions deserve careful public examination. A 2015 study by **Lalonde, Ernst & Garron**, *Chemical and Physical Characterisation of Effluents from Land-Based Fish Farms in Atlantic Canada*, detected some wastewater constituents well beyond the immediate discharge area. This raises reasonable questions about how long-term monitoring will be conducted, whether ecological effects outside the predicted mixing zone will be assessed, and how cumulative impacts will be evaluated over the life of the project.

I am also concerned that many of the project's conclusions are based on modelling conditions during normal operation. Questions remain regarding potential impacts during equipment failures, treatment system malfunctions, disease outbreaks, prolonged power outages, accidental releases, or other unforeseen events. I have not found detailed public explanations of contingency measures should wastewater treatment fail, should fish disease require medical treatment, or if agreements for the off-site transport and treatment of sludge and other organic waste become unavailable.

Given that the facility is expected to operate for decades, I believe additional examination is warranted regarding the potential long-term effects of nutrient loading, chlorides, and other wastewater constituents on aquatic ecosystems, sediments, fish, freshwater mussels, species at risk, and downstream communities.

The project notes that Portage-du-Fort's municipal drinking water intake is located approximately five kilometres downstream of the proposed discharge point. I also question whether all downstream municipalities in both Quebec and Ontario that rely on the Ottawa River have been fully informed and consulted regarding the proposed discharge.

In addition to environmental considerations, I believe the project raises important questions regarding infrastructure capacity and community resilience. The proposed facility will require a continuous and substantial electricity supply to maintain fish life-support systems. The Pontiac region has experienced repeated and prolonged power outages, as well as existing concerns regarding grid capacity. Although Hydro-Québec has indicated future planned upgrades in the area, given the facility's dependence on uninterrupted electrical service, I believe the adequacy and reliability of the regional electrical infrastructure deserves careful public examination alongside the environmental assessment.

I would like to emphasize that my request should not be interpreted as opposition to the project itself. Rather, I believe that a project of this scale, located beside the Kitchi Sibi (Ottawa River) and intended to operate for many decades, warrants the highest level of public scrutiny. A comprehensive and independent public review would provide an opportunity to fully examine the project's potential environmental, social, and infrastructure impacts, address remaining questions, and help ensure that any final decision is based on the most complete and transparent information available.

For these reasons, I respectfully submit that the project would benefit from a full public review through the BAPE process. Such a review would provide an opportunity for independent experts, government agencies, Indigenous communities, municipalities, and members of the public to examine these outstanding questions in greater detail and help ensure that any decision is based on the most complete information available.

Thank you for your time and consideration of my request. I appreciate the opportunity to participate in this important environmental review process and respectfully ask that these concerns be taken into consideration when determining whether the proposed project should undergo a public review by the Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Respectfully,

Amy Taylor

[Redacted signature block]

26 juin 2026

À l'attention du BAPE responsable du projet Salmonix; Ministre de l'Environnement

Objet : Demande d'évaluation environnementale du projet Salmonix proposé, Pontiac (Québec)

Nous sommes un groupe de citoyens résidant à Portage du Fort, municipalité située à 3 km en aval du site du projet aquacole Salmonix proposé.

Nous vous remercions de votre présentation du début juin. Certaines de nos questions ont trouvé réponse, mais d'autres subsistent. Nous demandons respectueusement une évaluation officielle pour les raisons suivantes.

Notre principale préoccupation concerne les effluents. Lors de la présentation publique du projet Salmonix par le BAPE le mois dernier, la première question posée était : « Quel système de secours est prévu en cas de défaillance, ce qui est fort probable compte tenu du nombre limité d'exemples de fermes piscicoles de ce type ayant connu le succès ? »

Salmonix a répondu par des assurances dédaigneuses, affirmant qu'aucune défaillance ne se produirait, car l'entreprise avait consulté une autre ferme piscicole ayant subi une panne importante et qu'elle utilisait un procédé plus avancé. Elle a également déclaré que les poissons morts seraient éliminés conformément aux strictes réglementations provinciales et fédérales. Cependant, ils n'ont proposé aucun plan de secours pour les eaux usées non traitées et non évacuées en cas de panne, ni aucun plan en cas de catastrophes naturelles telles que les séismes, pourtant fréquents dans la région.

Au cours de la dernière décennie, nous avons constaté d'importantes modifications environnementales, notamment des séismes (qui ont causé des dégâts considérables aux routes, aux fondations et à d'autres infrastructures). L'intensité des tempêtes s'accroît. Pour que ce site soit viable, les citoyens et l'usine elle-même doivent impérativement mettre en œuvre des mesures et des structures complètes de prévention des risques afin d'éviter toute fuite. Aucun de ces points n'a été abordé.

Questions en suspens :

1. Quels aspects du traitement des eaux usées seraient prioritaires en cas de panne de courant prolongée ? Salmonix a indiqué ne pas prévoir de système permettant un fonctionnement continu avec un système de secours. Quelles installations seront mises à l'arrêt ?

Quelle est la méthode proposée pour traiter les eaux usées en cas de coupure de courant ? 2. Il a été indiqué que l'entreprise pourrait être amenée à utiliser des antibiotiques et/ou des produits chimiques pour gérer les maladies, qui peuvent survenir malgré des protocoles rigoureux.

Quelle sera la procédure pour traiter les nouvelles substances présentes dans les effluents, issues du traitement des poissons malades, notamment en cas de mortalité massive, et qui pourraient inclure des antibiotiques, des fongicides, etc. ?

La deuxième question posée lors de l'événement était la suivante :

Comment l'entreprise informera-t-elle les riverains situés en aval du barrage de tout problème lié aux effluents ? Salmonix a répondu que tous les types de contrôles seraient effectués par les organismes d'inspection et qu'un comité de liaison serait mis en place pour dialoguer avec le public. Aucun détail n'a été fourni, notamment concernant le calendrier et l'identification des organismes responsables.

Question restée sans réponse :

Ce comité comprendra-t-il des membres de la communauté affectée par les effluents ? Comment seront-ils sélectionnés ? Les résultats des contrôles seront-ils régulièrement publiés et mis à la disposition du public ? Quels sont les recours des citoyens pour faire part de leurs préoccupations ?

Les questions restantes concernent les méthodes d'analyse, les niveaux de sel et les plans d'atténuation.

Suite à une étude réalisée en 2022 par des étudiants du programme de gestion des ressources des écosystèmes aquatiques de l'Université McMaster sur les impacts potentiels du projet d'installation RAS de saumon de la baie Georgienne (qui prévoit l'utilisation de 15 000 tonnes d'eau salée par an pour son élevage de saumon atlantique terrestre), nous sollicitons des informations complémentaires.

Il a été demandé à ces étudiants de mettre en lumière les principales préoccupations qui devraient être prises en compte afin de protéger l'écologie du milieu. Ils ont détaillé l'effet potentiel de plusieurs produits chimiques sur la qualité de l'eau. Selon les études citées par ces étudiants de McMaster, les concentrations de phosphore seront multipliées par six, voire plus, et celles de substances biologiquement actives augmenteront, ce qui sollicitera davantage les filtres et les canalisations des stations de traitement d'eau. À cela s'ajouteraient, selon le type d'effluent utilisé, des produits chimiques appelés POP, notamment le méthylmercure, les polychlorobiphényles (PCB), les pesticides organiques (DDT) et les plastiques, qui pourraient être difficiles à éliminer avec les systèmes de filtration existants. La société Georgian Bay a prélevé des échantillons de quatre produits chimiques, dont les concentrations de sel, à neuf endroits afin d'établir une base de référence pour comparer les effets. Aucun test de référence n'a été effectué sur cette rivière pour évaluer la chimie de l'eau à différents points et comparer l'augmentation du volume des produits chimiques couramment mesurés due aux effluents.

Question : L'entreprise effectuera-t-elle un échantillonnage de référence pour les produits chimiques à des points clés en aval des rejets afin d'évaluer les changements, en particulier

aux points de prélèvement de l'eau potable pour la ville, les camps et les fermes ? Quelles mesures d'atténuation seront mises en place pour les stations de traitement d'eau de Portage du Fort ? Le sel ne fait pas partie des éléments couramment mesurés par les organismes de réglementation, donc cette entreprise a fait appel à un organisme de surveillance du bassin versant de cette rivière afin d'établir une limite à la quantité de sel admissible. J.Y. a ensuite mandaté des ingénieurs qui ont modélisé informatiquement l'impact du sel à partir des estimations existantes du courant central, afin de déterminer une méthode d'évacuation du sel acceptable. L'organisme de surveillance a fait référence à des études sur l'intrusion de sel dans la rivière près d'Ottawa, un phénomène saisonnier dû au déversement printanier du sel de déneigement utilisé en hiver.

Question : Quelles études ont été menées pour évaluer l'effet cumulatif à long terme de l'ajout quotidien de 146 200 kilos (640 mg/L x 2,3 milliards de litres [2,3 millions de mètres cubes x 1 000 litres], où 1 m³ équivaut à 1 000 litres) de sel sur l'écosystème de la rivière ?

Cela représente environ 86 000 tonnes par an, soit le tiers de la quantité de sel utilisée par la ville d'Ottawa pour le déneigement de ses routes, ce qui constitue la plus grande quantité au Canada. Des efforts sont déployés pour réduire la quantité de sel provenant des routes de la capitale en raison des dommages causés à l'écologie de la rivière. Cette mesure ajoutera donc une charge irréductible en amont. Le Québec a depuis longtemps une politique de remplacement du sel par du sable pour cette raison précise.

Le lit de la rivière n'est pas naturel ; il a été modifié par l'exploitation forestière et la construction de barrages. Il en résulte une quantité importante de débris (pierres, arbres, etc.) dans la rivière, ce qui ralentit le courant et obstrue le passage de l'eau.

La salinité de l'eau à proximité du bassin versant, au niveau du barrage où les résidents ont des puits et où l'eau de la ville est puisée, sera-t-elle surveillée afin de garantir un niveau acceptable de sel ? Ce niveau pourrait être dû à la décantation et à l'accumulation potentielle de sel causées par la réduction du débit.

Le cas échéant, quelles mesures d'atténuation seront mises en place pour enrayer cette accumulation de sel ?

Il est nécessaire d'évaluer l'impact des débris et du ralentissement du courant sur la dispersion et la décantation des effluents. La rivière en aval immédiate doit être examinée, car elle n'est pas typique et on ne peut présumer qu'elle absorbe et disperse les effluents de la même manière qu'un lit de rivière non obstrué.

Respectueusement soumis à l'appui de la demande de poursuite du processus d'évaluation afin d'y inclure des experts autres que ceux désignés par Salmonix.

Cathy Fox
Clifford Welsh

[REDACTED]

[REDACTED]

Sher Moscaliuk

Don Armitage

[REDACTED]

[REDACTED]

Sylvia Poetschke

[REDACTED]

[REDACTED]

À : Ministre MELCCFP <ministre@environnement.gouv.qc.ca>

Cc : linda davis [REDACTED]

Objet : URGENT REQUEST TO QUEBEC ENVIRONMENT MINISTER ON SALMONIX FOR REVIEW BY BAPE By JUNE 26 2026

Filing date

Attention! Ce courriel provient d'une source externe.

Dear Minister

My name is Linda Davis

I am a resident of the Pontiac having lived in area on my farm close to the proposed Samonix site for 10 years and now in Shawville Quebec

I was a Regional Councillor and Acting Regional Chair of Ottawa Carleton

In this capacity, I was required to oversee public consultations, analyze developer proposals and do research into the issues and environmental impacts of every matter. This included the effects on the Ottawa River as it is the sole source of water supply for the majority of the Ottawa area residents

Fortunately, I had my colleagues, our extensive 2000 staff complement with engineers, aquatic experts, legal department and environmental experts on staff some of whom lectured and were professors at University of Ottawa

Further when an issue of immense potential impact was faced we had the financial resources to hire consultants with specific rare expertise to verify the assertions and claims by proponent of the project

Samonix Atlantic Salmon project has provided none of this deep dive information

Indeed if you review their narrative in the BAPE recent public consultation process you will find contradictions and refusal to answer the most basic of questions asked of them

It is for that reason alone one has the basis to request our Minister of the Environment instruct BAPE to review thoroughly all aspects of this proposal and its environmental impacts

The claims of a public consultation are grossly overstated. As the second lowest and poorest area in the province we do not have public engagement or knowledge of this file. It is simply not sufficient to place an ad in a local newspaper and expect that suffices as open and transparent or answering concerns of the populace which are sorely unaware of the potential impact this could have on their drinking water and Ottawa River itself

Taking fresh water turning it into salt water and claiming that Samonix will ensure it is cleaned and returned back into the Ottawa River must be proven scientifically with peer review

In my research into this matter and asking the proponent himself in a public meeting has this ever been done before? name the name of a current fish farm facility that takes fresh water turns it into heavily salted water, purifies it and returns it to fresh water body for human consumption

Mr Farrell was unable to name one place or the exact name of the RAS system that could do this anywhere in the world

Indeed this proposal requires approval to drill down and come up through the riverbed floor with an effluent diffuser

Where is this ever done?

Indeed the Quyon Quebec Ferry received millions of tax dollars a number of years ago to produce a dig into the riverbed with air to force the ice not to form and make ferry year round operational

Then we were told it was prohibited to dig into the riverbed of the Ottawa River

Is that not still the case?

We cannot be guinea pigs, first timers and need your decision to require a full review and get our answers

May I also point out the shocking response when I asked the proponent what engagement has Samonix made to ensure all communities downstream both on the Ontario and Quebec side of the Ottawa River aware of the proposal

Mr Farrell refused to elaborate and claimed it was all in hand

his evasiveness set off alarm bells

Minister, I beg to differ

All municipalities deriving their sacred water supply must be at this table and in the discussion

I
In fact when I worked for the Canadian Environmental Network our Ministers of the Environment met regularly to discuss exactly these kinds of impacts on each others provinces

Further Minister I believe and have checked with legal experts that believe as I do each municipality would have an intervenor status in this matter should this matter turn litigious

Salmonix reached out early days they said to Ottawa Riverkeeper.

This is an organization a handful of us created in the early 1990s It is not their role to assist a promoter whose project in my opinion has the greatest risk to the Ottawa River in my lifetime

I will be meeting with many former colleagues, premiers and cabinet ministers this weekend at a celebration of life. I am sure they will be as aghast at this as I am at the Samonix smoke and mirrors proposal

I will now address only 3 of my other concerns;

1. the public consultation BAPE held had the proponent Mr. Farrell and two of his employees at head table

They regaled us with promises and assurances that fell very short to my experienced ears with zero specifics

They claim they are working with the best Norwegian Atlantic Salmon producer and Swedish firm on the fish farm requirements and state of the art circulating water tank system

But where were these so called partners and experts to address the public and answer ANY questions? surely they could have been present to answer questions by zoom

Where was proof that these two firms indeed are partners and there are legal contracts to back it up?

The absence of both firms as the experts being named is very troublesome

If they are to introduce their methods to Canada should they not have given an overview and welcomed questions?

Could this simply be a bait and switch?

If a full review is not ordered by our Minister could we find ourselves with an approval to proceed and suddenly new firms doing the work?

What assurances can you the Minister get us during a full review that my concerns are unfounded?

2. We have recently had a 4.2 earthquake and some years ago in next MRC over we had a 5.2 earthquake

WE and the Samonix proposed location are in active earthquake area

I asked Mr Farrell on the tape BAPE is showing what measures have you taken in the event of a catastrophic event like that to ensure millions of liters of salty water would not escape rapidly into the Ottawa

Mr Farrell was patronizing and evasive and I ask you to review that response

He claimed to have talks and that plans were in place but refused to name anyone or anything

I sat in the War Room during the 1998 Ice Storm that annihilated both Quebec and Ontario communities

I understand the necessity of immediate deployment and financial resources to do so and indeed even deploying our military

Mr. Farrell has no plan nor any idea how to contain an emergency of that nature

His silence spoke volumes

This may sound alarmist but I can assure you when the 4.2 earthquake came thru my two feet thick cement garage foundation broke into 4 sections and zig zagged several inches out and apart requiring intense structural rebuild, I was but a few kilometers from this proposed site

What impact would earthquake have on the fish tanks?

Please Madame Minister ensure we have adequate examination of the emergency preparedness planning of this project before any approvals are given

3. You may not be aware but this exact location has had a series of controversial and environmentally risky proposals that failed

The most recent one I lead and stopped was a plan to build a mega incinerator on this location that proponents boasted that city of Ottawa would bring their million person garbage plus all adjacent Quebec municipalities to tune of 400000 tons a year mega burner in that exact site

Indeed MRC Pontiac Warden Jane Toller went to Renfrew County Council in Ontario and unaware it was being taped went on to claim our then CAQ Quebec Minister of the Environment was solidly behind it and would visit the site in coming weeks to show his complete support and had offered to fund it

Warden Toller then went on to claim on tape its amazing what you can accomplish when you have your Environment Minister on side and laughed

I contacted the then Minister of the Quebec Environment and I was told he and Cabinet would review the tape which made erroneous claims that the Minister of the Environment was in on it and conveyed to us community activists the fix is in

Well it wasn't and the Ministers office indicated they appreciated my bring the tape and matter to their attention

The then Minister would never cause that kind of scandal to CAQ and compromise his role

I mention all this as the history has a bearing on this

This is a contaminated site from the long closed mill and has large contaminated pool of water that we have been trying to request immediate Ministry of the environment investigation into the leaching into the Ottawa River

When this mega burner was proposed the proponent expressed allegations that Quebec and Federal government will contribute over 300 million dollars from the Green Fund initiative funds

Now Samonix when pressed agreed they are pursuing the Green Fund money but refused to state on the tape how much from each level of government

We need transparency Minister

Frankly you being asked to approve it and then fund it sends chills up the spine proponents suggest

Are you aware what amount is being asked by Samonix?

Samonix claimed to have raised 5 million in 6 years Warden Toller said they have been working on this project

The cost Mr. Farrell said was 400 million Canadian

Does that sound correct?

Please ensure that the true picture is revealed on what Quebecers are being asked for in terms of hundreds of millions

Inherit in that is what amount of money is set aside to ensure any failure or damage to Ottawa River is paid for by the proponent Samonix?

I thank you for your careful consideration of my comments

I literally have hundreds of questions about the feasibility, equipment, daily operations and waste treatment

They are best stated as follows;

The following questions focus on areas where the project documentation leaves important details unclear, relies heavily on modelling assumptions, or does not appear to provide long-term evidence.

Water Use and Discharge

What is the total volume of water required by the RAS system when operating at minimum and full capacity?

How were the projected water-withdrawal and effluent-discharge volumes calculated, including the 2,300 m³/day average discharge, the 4,000 m³/day withdrawal figure, and the 7,008 m³/day flow used for the OER assessment?

What operating conditions, production stages, cleaning cycles, emergency events, or design contingencies correspond to each figure?

Under what circumstances could water withdrawals or effluent discharge reach or exceed 2,300, 4,000, 7,008 m³/day projections?

During droughts or periods of unusually low river flow, will water withdrawals be reduced?

Effluent Quality and Long-Term Effects

Beyond the parameters assessed in the environmental study, will the company publish a complete list of substances expected in the final effluent, including projected annual loads, treatment-removal performance, detection limits, and monitoring frequency?

How will the company determine whether long-term environmental changes are occurring, including potential cumulative effects over 10, 20, and 30 years of operation?

What monitoring will be conducted to assess ecological conditions beyond effluent concentrations, including algae growth, aquatic plant growth, nutrient enrichment, and other indicators of ecosystem change?

What monitoring will be conducted in river sediments around the discharge point, and for how long?

How far downstream and across the river will environmental effects and effluent-related substances be monitored, and over what period of time?

Chemicals and Treatment Products

Can Samonix provide a complete public inventory of all chemicals, treatment products, disinfectants, cleaning agents, coagulants, polymers, fish health products, and medications that may be used on site, including projected annual usage quantities?

Which of these substances are expected to enter the wastewater stream, and at what concentrations are they expected to be present in the final effluent?

What chemicals and treatment products will be used to clean tanks, piping, filtration systems, and processing facilities?

Will antibiotics or other fish health treatments be used, and if so, how will their use, disposal, and potential release to the environment be managed?

Have the potential cumulative or interactive effects of multiple chemicals in the discharge been assessed?

What measures will be in place to prevent, detect, and respond to accidental chemical releases, spills, or treatment-system failures?

Dilution Modelling

What field validation, if any, will be undertaken to confirm that in-river dilution and mixing-zone predictions remain accurate under winter conditions, low-flow periods, ice cover, diffuser degradation, partial port blockage, and changing river conditions?

What contingency measures are planned if monitoring identifies unexpected ecological impacts?

How will modelling predictions be verified once the facility is operating?

If monitoring results differ from model predictions, will the company make corrective actions?

Aquatic Species and Habitat

What post-relocation survival targets, monitoring duration, reporting requirements, and corrective measures will apply to relocated freshwater mussels, including species at risk?

Will aquatic species and plants near the intake and diffuser be monitored after the facility begins operation, and for how long?

Has the company evaluated the potential operational impacts of long-term noise, vibration, lighting, effluent discharge and other operational activity on aquatic wildlife?

Fish Health and Disease Management

What types of fish diseases are considered most likely to occur at the facility, and what treatments or medications could be used during a disease outbreak?

Can disease-related outbreaks be transferred from the facility to the river through wastewater?

How would treatments affect wastewater quality?

How would a large-scale fish mortality event be handled, and how would that affect wastewater?

How will these situations be managed?

Drinking Water and Public Health

Has any modelling been conducted to evaluate impacts on downstream drinking water intakes during equipment failures, treatment failures, or accidental releases?

Will monitoring data be shared with municipalities that rely on the Ottawa River for drinking water?

How would residents and municipalities be notified if a significant discharge event occurred?

Has the potential impact of long-term chloride releases on downstream water quality been assessed?

Sludge and Waste Management

Could sludge production exceed current estimates of approximately 35 m³ of sludge per day?

What contingency measures will be in place if biomethanization facilities are unable to receive the material, how much on-site sludge storage capacity will be available, and for how long could it be stored during transportation, processing, or facility disruptions?

What is the likelihood and effects of sludge contamination in the river?

How will potential environmental risks associated with handling, transport, and use be managed?

Energy Use and Climate Impacts

Has Hydro-Québec confirmed, in writing, that existing or planned infrastructure can provide sufficient reliable capacity for full production, including peak demand, backup-system requirements, and future expansion?

What infrastructure upgrades, if any, are required before operation?

Is there an independently reviewed lifecycle assessment of greenhouse gas emissions comparing emissions of imported salmon with locally produced salmon when all facility operations are considered?

Emergency Preparedness

What contingency plans are in place for earthquakes, flooding, severe weather, prolonged power outages, fires, and critical infrastructure failures?

How long can critical life-support, water treatment, and monitoring systems operate on backup power, and what measures are in place if outages exceed backup capacity?

What quantities of ammonia, oxygen, fuel, and other hazardous materials will be stored on site, and has a worst-case consequence analysis been conducted for accidental releases, fires, or other emergencies?

What emergency response procedures and containment measures are in place for chemical releases, spills, fires, wastewater treatment failures, or other incidents that could affect workers, nearby residents, or the Ottawa River?

How will fish stocks, wastewater, and sludge be managed during prolonged equipment failures, disease outbreaks, or emergency shutdowns?

What monitoring, reporting, and public notification procedures will be triggered by equipment failures, permit exceedances, human error, or other environmental incidents?

Closure and Long-Term Responsibility

Will financial assurances be provided to guarantee decommissioning and environmental remediation?

What, if any, monitoring will continue after closure?

How will intake and outfall infrastructure be removed or managed at the end of the project's life?

Transparency and Public Accountability

Will effluent, environmental monitoring, compliance, and performance data be made publicly available in a timely and accessible manner?

Will independent third-party audits of environmental performance and regulatory compliance be conducted, and will the results be publicly disclosed?

Will inspections, permit exceedances, incidents, spills, complaints, enforcement actions, corrective measures, and significant operational changes be publicly reported, and how will affected communities be notified?

Will a public advisory or community liaison committee be established to review monitoring results, project performance, and community concerns?

Please order a BAPE Review on Samonix Madame Minister

Linda Davis

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]